



Financement des partis politiques

Présentation sur le financement sectoriel

Note méthodologique

Limites intrinsèques

Les dons répertoriés sont ceux déclarés par les partis politiques. Les partis eux-mêmes ne peuvent garantir avec certitude qu'ils ont bien reçu et répertorié tous les dons en espèces encaissés en leur nom par un solliciteur. Cette limitation est normale dans le cours de toute campagne de financement, politique ou autre.

Les dons effectués par des prête-noms, tels qu'il a déjà été démontré devant la Commission, sont attribués au prête-nom. Les caractéristiques attribuables à un donateur « prête-nom » seront celles qui dicteront l'attribution du don au secteur d'activité de l'employeur du donateur.

Si un don apparaissant sur les listes fournies a par la suite été identifié par le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) comme un don illégal, et qu'il a été remboursé par le parti au DGEQ, l'inscription n'a pas été retirée de nos bases de données. Nos bases de données sont conformes aux listes originales.

Données sources

Les données d'origine sont fournies par les partis politiques. La Commission ne peut garantir que ces données sont exemptes d'erreurs, puisque l'identification est fournie par le donateur lui-même, et son traitement (saisie et compilation) assuré par les employés et bénévoles des partis.

Les listes de données des partis politiques, obtenues du DGEQ, ont été converties en format électronique par des logiciels de reconnaissance de texte. Les fichiers qui ont été ainsi convertis ont fait l'objet d'un contrôle de qualité manuel. Ils ont été placés dans une base de données qui a également fait l'objet elle-même d'un contrôle de qualité global par échantillonnage.

Le sondage réalisé nous permet d'affirmer que nos données correspondent aux données d'origine des partis politiques dans 99,42 % des cas en ce qui a trait aux noms des donateurs, 99,74 % pour ce qui est de leur ville de résidence et de 99,22 % pour le code postal qui a été transcrit. La marge d'erreur du sondage est de 5 %, 19 fois sur 20. Ce faible taux d'erreurs demeure malgré tout le soin et les contrôles apportés lors de ces étapes, puisque des erreurs peuvent s'être glissées (et demeurer) dans nos données.

Certains partis politiques ont publié plusieurs listes de donateurs pour une même année. Habituellement on retrouve :

- une liste des dons supérieurs à 200 \$ pour chaque association de comté;
- une liste des dons reçus au niveau national supérieurs à 200 \$;
- une liste des donateurs ayant versé plus de 200 \$ de façon cumulative, mais dont le nom n'apparaît pas déjà dans une des listes précédentes, ou apparaît partiellement sur les listes déjà établies.

Ainsi, un donateur ayant contribué 201 \$ dans deux comtés apparaîtra dans les listes de comté mais pas sur la liste cumulative des dons. Par contre, un donateur ayant contribué 100 \$ dans un comté et 300 \$ au niveau national apparaîtra à la fois dans la liste du niveau national, et dans la liste cumulative, mais pas sur les listes de comté. Finalement, un donateur ayant versé 100 \$ dans deux comtés, et 100 \$ au niveau national n'apparaîtra pas sur les listes des associations de comté ou nationale, mais apparaîtra dans la liste cumulative.

Cette façon de faire ajoute une source de doublons potentiels dans le traitement des données. Les inscriptions des listes cumulatives ont été identifiées à la source. Les dons ont été accumulés par donateur et par année, pour chacun des partis. Lorsqu'une inscription pour un donateur existait dans la liste cumulative, et si elle était supérieure au total des données des autres listes, les données des autres listes ont été retirées. Si le montant de la liste cumulative n'excédait pas le total des listes individuelles, les données des listes individuelles ont été conservées et l'inscription de la liste cumulative a été retirée (en de très rares occasions).

Cette façon de faire amène aussi une difficulté à comparer les données utilisées par la Commission aux données publiées par le DGEQ. Le DGEQ a compilé les états financiers des associations de comté et du niveau national, sans tenir compte de ces listes cumulatives. Ainsi, une part du financement identifiée comme étant de moins de 200 \$ par le DGEQ représente en réalité un financement de plus de 200 \$ pour l'ensemble du parti et de ses instances. Les données de la Commission retiennent le financement cumulatif de plus de 200 \$, ayant ces informations en main.

Les listes cumulatives incluant des dons déjà partiellement publiés dans une liste spécifique posent un problème plus marqué. On ne peut pas reclasser la liste cumulative intégralement dans les données présentées par le DGEQ, au financement de plus de 200 \$, en la diminuant du financement de moins de 200 \$. Une partie des dons de ces listes ont déjà été inclus par le parti et ses instances dans les dons de plus de 200 \$. Par contre, la portion des dons moindres que 200 \$ qui sont additionnés à ces listes devrait faire l'objet d'un reclassement.

Nos conversations avec le personnel du DGEQ nous permettent aussi de constater que, dans certains cas, des erreurs de compilation dans ces listes cumulatives peuvent avoir été introduites par les partis politiques.

Comme ces reclassements devenaient incertains, et qu'il y avait possibilité de doublons d'information non retracés, de dons de moins de 200 \$ à reclasser, et d'erreurs de compilation par les partis, nous avons choisi de conserver les écarts dans nos analyses. Ces écarts représentent un potentiel maximum de 0.67 % (PQ) et 0.71 % (ADQ) de tout le financement de plus de 200 \$ analysé par la Commission.

Comme les dons attribuables à un secteur d'activité économique représentent 67 % du total des dons de plus de 200 \$, et que les secteurs qui nous intéressent (Construction et génie-conseil) représentent approximativement 21 % de ce montant, ces écarts pourrait potentiellement avoir un impact de 0.09 % (PQ) et 0.10 % (ADQ) dans les pourcentages exprimés pour ces deux secteurs.

Procédés appliqués par la Commission

La Commission a choisi d'utiliser la méthode suivante pour croiser les différentes données. Les dons sont attribués à une personne en utilisant les 3 premières lettres de son nom, les 3 premières lettres de son prénom, son code postal et l'année du don.

Cette façon de faire permet de regrouper les dons effectués par une même personne dont l'orthographe des noms et prénoms peut être erronée d'une liste à l'autre (ex : Gaudreau, Gaudreault, Gaudrau et Gaudrault) ou dont l'adresse ne correspond pas (ex: appartement manquant ou mal identifié, Rue Principale ou Principale)

Cette façon de faire a par contre introduit une très légère distorsion dans nos statistiques. 24 personnes, formant 12 paires de doublons, présentent les mêmes caractéristiques d'identification.

Ces 24 personnes ont effectué collectivement 30 dons (15 paires de doublons) d'un total de 19 290 \$ (10 485 \$ PLQ, 6 395 \$ PQ, 2 410 \$ ADQ) pendant toute la période sous enquête. Comme l'impact a été jugé négligeable (0,014 % de la valeur totale de tous les dons inscrits), les erreurs n'ont pas été retracées et corrigées.

Le total de tous les risques statistiques que nous venons d'exposer ici représente moins de 1 % pour tous les partis politiques.

Autres informations utilisées

La Commission a demandé à l'Agence du revenu du Québec (ARQ) d'identifier les entreprises ayant versé un salaire, ou pour lesquelles un revenu de participation (dans le cas des sociétés en nom collectif) a été déclaré pour les personnes inscrites dans notre base de données.

Sur la base des seuls noms et adresses des donateurs, l'ARQ a pu récupérer les informations pour une grande partie de la population d'enregistrement soumise. Ces informations additionnelles ont permis par la suite de sélectionner les enregistrements des donateurs par l'employeur, ou par la société en nom collectif auxquels ils sont associés.

Malheureusement, certains enregistrements de la base de données n'ont pu être retracés avec certitude par ARQ. Certains enregistrements sont donc demeurés sans identification d'employeur, ou sans identification d'une participation dans une S.E.N.C.

Une partie de ces enregistrements manquants peut être due à une différence entre l'adresse du donateur déclarée au parti politique et celle figurant sur les feuillets de renseignements de son employeur ou société. Cette situation peut se produire, par exemple, si une personne a déménagé entre le moment de son don politique et le moment de l'émission de son feuillet de renseignements. Il est aussi possible qu'une erreur lors de la saisie des informations au moment du don rende impossible l'appariement.

La plus grande part de ces enregistrements non retracés ne pouvait pas l'être pour des raisons tout à fait normales. Les seules personnes identifiées par l'ARQ sont celles ayant touché un salaire, ou un revenu de société en nom collectif, dans l'année de leur don politique. Les retraités, les travailleurs autonomes, les personnes exploitant une entreprise individuelle, les rentiers ou les personnes n'occupant pas d'emploi ne pouvaient donc pas être retracés.

Pour tous les enregistrements appariés, l'ARQ a transmis le nom de l'employeur ainsi que le Numéro d'Entreprise du Québec (NEQ) figurant sur les feuillets de renseignements.

La Commission a aussi obtenu de l'information additionnelle de la part du Registraire des entreprises du Québec (REQ). Les NEQ des entreprises identifiées par l'ARQ ont été jumelés à un Code d'Activité Économique du Québec (CAEQ).

Ces codes sont déclarés par les entreprises sur une base volontaire. Ils n'ont fait l'objet d'aucun contrôle par la Commission.

Mouvement de personnel

Nous sommes en mesure d'établir que certains donateurs ont pu occuper un emploi dans plus d'une entreprise, dans une même année. Comme il est impossible de déterminer avec précision l'employeur du donateur au moment du don, avec les informations que nous avons en notre possession, le don a été répertorié dans chacune des entreprises qui ont été appariées par l'ARQ. Le nombre et le montant de ces dons « doublons » ont été répartis entre les secteurs d'activité, au prorata du nombre de codes CAEQ déclarés par les différents employeurs du donateur.

Déclaration des entreprises

Les entreprises peuvent déclarer plus d'un CAEQ. Comme nous ne pouvons pas dire dans quel secteur d'activité économique travaille le donateur au sein de l'entreprise, les données relatives au don sont imputées dans chacun des secteurs d'activité touchés. Le traitement de ces doublons est le même que celui des doublons créés par les mouvements de personnel.

Conclusion

Les montants fournis nous apparaissent donc des indicateurs conservateurs du financement politique par secteur d'activité. La réalité pourrait être plus importante. Certaines limites des données sources, ainsi que les procédés qui ont été appliqués, ne peuvent procurer l'assurance d'une répartition exacte du financement politique par secteur d'activité économique. Néanmoins, les pourcentages exprimés reposent sur un nombre important d'enregistrements et devraient être représentatifs de la situation.